

Questions orales

sommes un gouvernement national. Nous tentons de répondre aux besoins partout où ils se font sentir.

Ce genre de question, où l'on tente de brouiller deux régions, en laissant entendre que l'une, celle du Québec, reçoit plus que l'autre, n'aide pas ce parti, qui tente d'être un parti national.

Des voix: Bravo!

M. Mayer: En ce qui concerne le Programme d'initiatives dans les vieux quartiers, nous négocions actuellement avec la province et Winnipeg pour savoir ce que nous pouvons faire pour répondre au besoin qui existe dans cette ville. Pour ce qui est des services d'éducation dans le Nord, nous avons également eu des discussions avec la province. Si je me souviens bien, elle a accepté de fournir une partie de l'argent nécessaire pour poursuivre ce programme cette année. Ces services comprennent un des programmes de formation des autochtones qui est offert à l'Université de Brandon. Ce programme a donné de très bons résultats.

Nous ferons tout notre possible, non seulement dans mon ministère, mais également dans celui des Affaires indiennes et du Nord canadien, pour appuyer cette initiative très valable.

M. Chris Axworthy (Saskatoon—Clark's Crossing): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Transports et porte sur une autre région du Canada qui connaît des temps difficiles, les provinces atlantiques.

Répondant à une question hier, le ministre des Transports a montré à quel point le gouvernement se souciait peu des questions critiques de développement économique régional dans le Canada atlantique. Tous les premiers ministres des provinces atlantiques veulent que des améliorations soient apportées à la route transcanadienne qui traverse le Nouveau-Brunswick. Les principaux organismes d'analyse économique de cette région appuient de telles améliorations depuis 1988.

Pourquoi le gouvernement tarde-t-il tant à fournir une aide financière directe à ce projet d'expansion économique régionale d'une importance critique?

L'hon. Gilles Loiselle (président du Conseil du Trésor et ministre d'État chargé des Finances): Monsieur le Président, il serait peut-être bon ici de donner des chiffres sur les principaux transferts aux provinces et sur le taux de croissance de ces transferts. Cela nous éclairerait beaucoup.

De 1984-1985 à 1990-1991, les taux de croissance des transferts ont été les suivants: Terre-Neuve, 7 p. 100; île-du-Prince-Édouard, 6,9 p. 100; Nouvelle-Écosse, 6,2 p. 100; Nouveau-Brunswick, 7 p. 100; Québec, 3,7 p. 100;

Ontario, 7,3 p. 100; Manitoba, 7,7 p. 100; Saskatchewan, 10,3 p. 100; Alberta, . . .

M. le Président: Le ministre pourrait peut-être transmettre ces chiffres aux députés d'en face.

* * *

[Français]

L'AGRICULTURE

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, si nous du Parti libéral applaudissons toute initiative qui puisse aider l'économie de toutes les régions du Canada, nous voulons aussi poser une question au ministre suppléant de l'Agriculture, parce que le ministre sait que, actuellement, il y a 40 000 agriculteurs à travers le Canada qui dépendent d'un système de quotas, un système menacé par les actions actuelles des Américains au niveau du GATT. Quelle promesse peut-on recevoir du ministre à savoir que les intérêts des agriculteurs canadiens seront appuyés à ces négociations du GATT et que le gouvernement du Canada n'abandonnera pas les agriculteurs canadiens aux promesses des Américains?

[Traduction]

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, cette question revient tous les jours. Mais plus on la soulève, plus on crée chez les agriculteurs une incertitude dont ils pourraient se passer.

La position du gouvernement est très claire. Nous avons deux ministres à Genève cette semaine pour défendre notre position au nom des offices de commercialisation. De plus, environ 70 p. 100 de l'industrie visée par la gestion des approvisionnements se trouvent en Ontario et au Québec, et cette question les intéresse à bon droit.

Des représentants de l'industrie se trouvaient hier à Genève avec nos deux ministres. Ils connaissent très bien notre position et celle-ci n'a pas changé. Nous avons élaboré cette position avec l'entière collaboration de l'industrie, de certains des producteurs qui se trouvaient hier avec nous à Genève. Elle ne changera pas, à moins qu'ils nous demandent de la changer. Ils nous ont dit qu'ils ne voulaient pas qu'elle change. Nous ne la changerons donc pas. Notre position n'a pas changé depuis que nous l'avons adoptée il y a un an, et nous la maintiendrons jusqu'à ce que les négociations du GATT soient terminées.

Mme Sheila Copps (Hamilton—Est): Monsieur le Président, nous continuerons de poser des questions parce qu'il y a 40 000 agriculteurs canadiens qui comptent sur ce Parlement et sur ce gouvernement pour défendre leurs intérêts dans les négociations du GATT.